

 <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>	<h2 style="margin: 0;">DÉCISION ACCORDANT LE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF</h2>
<p>Commune SAINT ROMAIN DE JALIONAS</p>	

ARRÊTÉ N° 2022-069 - wba

Le Maire,

VU la demande de permis de construire modificatif déposée le 28/03/2022,

- par la **Communauté de communes des Balcons du Dauphiné**, représentée par le président Jean-Yves BRENIER,
- domiciliée 100 Allée des Charmilles 38510 Arandon-Passins,
- enregistrée sous le numéro **PC0384511810008M01**,
- portant sur :
 - o Déplacement du poste HTA
 - o Suppression du portail
 - o Modification de la toiture du bâtiment administratif
 - o Modification des réseaux EU, AEP, TEL et électrique
 - o Suppression de la voirie
 - o Modification de l'implantation et dimensionnement du bâtiment boue
 - o Modification de l'implantation du MBBR
 - o Modification d'implantation et dimensionnement du local surpresseur
 - o Modification des revêtements de sol
 - o Suppression de l'escalier extérieur et du changement de teinte
 - o Modification d'implantation et dimensionnement du bâtiment prétraitement
 - o Modification d'implantation et dimensionnement du bâtiment eau industrielle
 - o Modification d'implantation du canal venturi
- sur un terrain cadastré AC 280-278-276-189
- sis 37 Chemin du Peillard 38460 SAINT ROMAIN DE JALIONAS,

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis en date du 28/03/2022
 VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
 VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L 422-1a relatif aux communes décentralisées,
 VU le permis de construire initial, autorisé le 17/01/2019, portant sur la restructuration des bâtiments de la STEP, la création d'un bâtiment administratif et de locaux techniques, la démolition du poste de relevage, la démolition du canal et le déplacement du silo à chaux,
 VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Romain de Jalionas approuvé le 17/01/2017,

ARRÊTE

ARTICLE UN : La modification du permis de construire **EST ACCORDÉE** pour le projet susvisé.

ARTICLE DEUX : Les réserves et prescriptions émises dans l'arrêté initial sont maintenues.

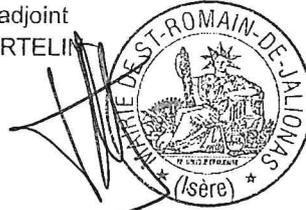
ARTICLE TROIS : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger la validité de l'autorisation.

Fait à SAINT ROMAIN DE JALIONAS,

Le

- 2 MAI 2022

Par délégation du Maire
le 6ème adjoint
Yves MARTELI



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R 424-17 du Code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- > adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- > installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention, le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire l'assurance dommages prévue par l'article L 242-1 du Code des assurances.